



## Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES

## **Attractivité - Contrat de Plan État Région 2015-2020 - Attribution d'une subvention à l'Université de Montpellier - Réhabilitation du bâtiment de l'Institut de Botanique, Projet Tête de Campus - Autorisation de signature**

Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. Sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière Enseignement, Supérieur, Recherche et Innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet Restructuration Tête de Campus, Institut Botanique, porté par l'Université de Montpellier.

Depuis la fusion des universités Montpellier 1 et 2, la centralisation en un même lieu de la Présidence de l'Université de Montpellier (UM), et de certaines directions de ces deux universités a été décidée. Cet acte fondateur doit contribuer et participer fortement au projet de mutualisation et de réorganisation de l'UM.

Le lieu proposé pour l'installation des organes de gouvernance de l'UM est l'Institut botanique.

La centralisation en un même lieu de sa gouvernance contribuera à lui conférer la visibilité et l'attractivité qu'il se doit. Le lieu ainsi choisi pour son installation est l'Institut de Botanique : site emblématique, situé aux abords du centre historique de la Ville de Montpellier, au sein d'un quartier classé et riche de lieux symboliques comme le Jardin des Plantes, accessible par plusieurs lignes de tramway, elles-mêmes directement connectées aux autres moyens de transport, permettra de contribuer pleinement au bon déroulement de ses activités et à son rayonnement aux échelles nationale et internationale.

L'ensemble est implanté sur une assiette foncière d'un seul tenant d'environ un hectare attenant au Jardin des Plantes de Montpellier, et comprend environ 12 839 m<sup>2</sup> de Surface Utile répartis sur 7 bâtiments.

Les enjeux financiers sur ce projet sont les suivants :

- Le coût total de l'opération s'établit à 14,3 M€, dont 8,2 M € sollicités au CPER ;
- Le budget total provisionné sur le projet par Montpellier Méditerranée Métropole est de 640 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 640 000 € à l'Université de Montpellier, dont le siège est situé 163 rue Auguste Broussonnet – 34090 MONTPELLIER et représentée par son Président Philippe Augé ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-148220-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.